

## 20220707 Mediacités

<https://www.mediacites.fr/complement-denquete/lyon/2022/07/05/chez-forum-refugies-une-enquete-interne-pour-harcèlement-moral-met-en-cause-le-directeur-general/>

- [COMPLÉMENT D'ENQUÊTE](#)

## Chez Forum réfugiés, une enquête interne pour « harcèlement moral » met en cause le directeur général

Deux témoignages de salariées, dont une qui travaillait directement avec Jean-François Ploquin, ont déclenché l'intervention, au début de l'année 2022, d'un cabinet de conseil au sein de la célèbre association lyonnaise d'aide aux demandeurs d'asile. Son constat, « alarmant », constitue l'énième alerte sur le malaise qui règne chez « Forum ».

Par [Feriel Alouti](#)



La maison du réfugié », structure de premier accueil des demandeurs d'asile (Spada) de Lyon, rue Garibaldi, géré par Forum réfugiés. Photo : N.Barriquand/Mediacités.

«Harcèlement moral. » Deux mots qui résument des mois de souffrance. Deux mots qui ont nécessité près d'une semaine à Emilie Bichon avant qu'elle parvienne à les poser noir sur blanc. Après un premier arrêt maladie en 2021, l'ancienne assistante de Jean-François Ploquin, directeur général de l'association Forum réfugiés, a réuni ses forces pour envoyer un courrier en octobre dernier à son ancien employeur pour témoigner du mal-être qui s'était emparé d'elle au travail.

Contactée par Mediacités, Emilie Bichon n'a pas souhaité répondre à nos questions. Elle nous a simplement confié être « désabusée » et a justifié son silence par le fait que « sans un changement sincère et une prise de responsabilité de la part de l'ensemble des dirigeants de l'association, témoigner de [s]on expérience n'aurait que peu d'impact ». Après avoir passé « deux ans et neuf mois » à son poste, Emilie Bichon a été déclarée « inapte » par la médecine du travail. Autrement dit, son état de santé était devenu incompatible avec les missions qu'elle remplissait jusqu'à présent.

Sa situation résonne avec [la longue enquête de Mediacités](#) consacrée à Forum réfugiés-Cosi, que nous avons publiée en février dernier. Sur la base de documents internes et d'une dizaine d'entretiens avec d'anciens ou actuels salariés, nous décrivions le malaise qui régnait au sein de cette grande association lyonnaise – elle compte environ 500 employés – qui vient en aide aux demandeurs d'asile un peu partout en France. Surcharge de travail, manque de moyens, management délétère... Autant de raisons qui expliquaient alors que les équipes de « Forum » subissent un *turn-over* important.

Le courrier d'Emilie Bichon est aussi à l'origine, avec le témoignage d'une autre salariée du siège, d'une enquête interne ouverte quelques jours avant Noël par la direction générale de l'association. La démarche vise non pas à qualifier les faits de [harcèlement moral](#) ou autre, mais à comprendre les mécanismes qui ont pu conduire à de telles situations alors que le code du travail oblige l'employeur à assurer la sécurité de ses salariés. Elle a été confiée à un prestataire externe, le cabinet de conseil Sens & idées, qui ambitionne de conjuguer « performance et progrès social », selon son site internet.

Des « comportements hostiles qui impliquent le directeur général et d'autres personnes du siège »

---

### ***Une première***

*En octobre 2021, pour la première fois de son histoire, Forum réfugiés a été condamnée par les prud'hommes pour harcèlement moral. Une accusation « compliquée à démontrer, les preuves étant difficiles à réunir », nous avait précisé il y a quelques mois Lucie Davy, avocate lyonnaise spécialisée dans le droit du travail. La direction de l'association a fait appel.*

### ***89 salariés***

*Le « siège » de Forum réfugiés pilote les missions de communication, de plaidoyer, d'asile, le pôle santé, les projets européens et internationaux et le service formation et documentation. Il comprend la direction générale et la direction générale adjointe, soit, selon les effectifs de 2021, 89 salariés sur les 526 que compte l'association.*

---

Fin janvier, une quinzaine de salariés de [la direction générale](#) sont entendus. Tous travaillent au quotidien ou régulièrement avec Jean-François Ploquin, à la tête de Forum réfugiés depuis treize ans. Celui-ci est également entendu par le cabinet, et un entretien est mené avec les membres du Conseil social et économique (CSE) de l'association et avec le médecin du travail.

Sens & idées rend ses conclusions en avril dernier. L'enquête n'a pas été rendue publique. Mais selon les informations recueillies par Mediacités, le cabinet estime que la situation de l'association est « alarmante ». De source interne, il évoque des « comportements hostiles qui impliquent le directeur général et d'autres personnes du siège ». La majorité des personnes entendues dans le cadre de l'enquête ont témoigné de « violences verbales », d'un « sentiment d'injustice et d'isolement », d'une charge de travail en partie due à des « objectifs irréalistes » mais aussi d'un « manque d'écoute, de soutien et de reconnaissance » qui engendre « stress, frustration et mécontentement ». Sens & idées documente également les difficultés structurelles auxquelles l'association est confrontée : manque de stratégie et de communication, difficultés organisationnelles, gestion hasardeuse des effectifs.

Contacté [*lire l'encadré En coulisses ci-dessous*], Jean-François Ploquin reconnaît l'existence de l'enquête : « Dès lors que le terme “harcèlement moral” est prononcé, à tort ou à raison, la

direction doit diligenter une enquête, ce qui a été fait aussitôt. » Le directeur évoque, pour sa part, « une vingtaine de personnes » entendues et confirme que « l'enquête pointe des “comportements perçus comme hostiles” ». « De tels comportements ne sont jamais acceptables », ajoute-t-il en assurant que « des modifications ont déjà été apportées à l'organisation » et que « d'autres sont en préparation ». Concrètement ? « Nous laissons la primeur de l'annonce aux instances de l'association », affirme Jean-François Ploquin qui préfère insister sur les « difficultés » du secteur du médico-social en général. Il concède toutefois une « crise de croissance » de Forum réfugiés « qui a vu le nombre de ses publics bénéficiaires multiplié par quatre en une décennie ».



Jean-François Ploquin, directeur général de Forum réfugiés. Photo : Tim Douet.

### ***Burn-out* des assistantes de direction**

Les constats de l'enquête viennent confirmer les nombreuses alertes déjà effectuées par le cabinet de conseil Secafi, missionné de son côté par le CSE. Depuis 2014, ses rapports d'audit détaillent par le menu la crise sociale que traverse l'association lyonnaise alors même que la médecine du travail s'en est aussi alarmée. En 2018, l'un de ses représentants écrivait dans un courrier adressé à la direction de l'association : « Mes observations cliniques et autres éléments concordants m'incitent de nouveau à vous alerter. J'ai constaté au cours des visites médicales une augmentation des symptômes, pathologies et troubles du comportement en lien [avec] les conditions de travail et une dégradation nette de la perception du bien-être et des contraintes de travail par les salariés. »

Depuis 2012, la médecine du travail est intervenu à trois reprises pour le poste d'assistante de direction. Deux des trois salariées concernées, embauchées en CDI, ont quitté Forum réfugiés après un *burn-out*. Questionné sur ses anciennes collaboratrices, Jean-François Ploquin préfère « s'abstenir de tout commentaire sur des informations relatives à la santé des salariés ». Il concède des « insatisfactions et des situations ponctuellement tendues entre collègues ». « Il y a beaucoup de bonne humeur au “siège”, avec des personnes qui ont le sourire aux lèvres », veut-il aussi nuancer.

Cette description contraste avec les récits de la dizaine d'actuels ou anciens salariés du siège de Villeurbanne, que nous avons recueillis. Tous décrivent les mêmes situations que celles

détaillées dans l'enquête interne. Ils se souviennent, parfois avec souffrance, d'une « pression monstrueuse », « d'injonctions contradictoires » ou encore d'un « management humiliant ».

Ce fut le quotidien de Marion [*le prénom a été modifié à sa demande*], ancienne collaboratrice de Jean-François Ploquin pendant plusieurs années. « Au début, raconte-t-elle, on culpabilise de ne pas y arriver à cause du volume de travail, on bosse onze à douze heures par jour, puis on commence à douter de ses compétences, l'estime de soi baisse. » Après un premier arrêt maladie de trois mois dû à un accident de sport, elle est remplacée par une autre salariée de l'association. Déjà surchargée, sa remplaçante est victime d'un *burn-out* au bout de quelques semaines.

« Je me sentais détruite comme plein d'autres »

Quand elle revient au siège de Forum réfugiés, Marion tente de faire bonne figure mais les crises d'angoisse s'intensifient. En 2016, elle enchaîne plusieurs arrêts maladie pour « trouble anxieux ». A son retour, la médecine du travail demande que sa charge de travail soit « adaptée » et « l'ambiance du travail calme ». Elle réitère les mêmes préconisations l'année suivante. Finalement, Marion décide de prendre un congé d'un an pour se former aux ressources humaines. Fin 2018, l'été précédant sa reprise à Forum réfugiés, les crises d'angoisse reprennent. Lorsqu'elle apprend la semaine avant son retour que le directeur a décidé de percer une porte entre son bureau et le sien, « alors qu'il savait pertinemment que j'y étais opposée », souligne-t-elle, elle est dans « l'incapacité psychique » de retrouver son poste.

« Je n'avais pas la force d'aller devant les prud'hommes. Je voulais juste ne plus travailler ici. Je me sentais détruite comme plein d'autres », confie-t-elle à Mediacités. Jean-François Ploquin défend une toute autre version. Il affirme avoir eu un échange positif avec cette salariée avant sa reprise du travail. « Pour le reste, je ne souhaite aucunement polémiquer par voie de presse », conclut-il.



Devant la Structure de premier accueil des demandeurs d'asile (Spada) de Lyon, géré par Forum réfugiés. Photo : N.Barriquand/Mediacités.



L'expérience de Marion n'est pas isolée. En poste entre 2015 et 2017 à la direction intégration, Jean-Baptiste Willaume garde lui aussi un « mauvais souvenir » de ses années au sein de l'association bien qu'il se décrive de « nature volontaire et optimiste ». « Les gens arrivent à Forum réfugiés portés par leurs convictions puis on les presse jusqu'à ce qu'ils craquent », dit-il. Il dépeint lui aussi un fonctionnement « très centralisé » et un directeur qui voulait « tout contrôler en permanence », « incapable de faire confiance à ses collaborateurs ». « Je n'avais jamais vu ça », relève-t-il.

Si le nom de Jean-François Ploquin revient régulièrement parmi ses griefs, il n'est pas la seule personne citée. « Quand un fonctionnement est malsain, cela génère un comportement de merde y compris chez des personnes très bien en temps normal », poursuit Jean-Baptiste Willaume. L'ancien cadre se remémore notamment l'ambiance « très particulière » des comités de direction, organisés chaque lundi matin : « Même les collègues les plus bavards restaient silencieux, sur la réserve. Il n'y avait pas de climat de peur mais tout le monde fermait sa gueule. » Jean-Baptiste Willaume décidera de quitter ses fonctions après un conflit avec Jean-François Ploquin. « Il était venu s'excuser mais il allait me le faire payer pendant des mois, considère-t-il. J'avais envie de passer à autre chose. »

## **Alerte et mise à pied**

« Passer à autre chose », c'était aussi le souhait de Florence Turounet, embauchée en 2012 en tant que secrétaire générale. Elle restera à ce poste neuf mois. Près de dix ans plus tard, elle accepte de se confier à Mediacités sur les premières années de la direction Ploquin. « Normalement, j'étais censée être le bras droit du directeur général mais je n'ai jamais réussi à être en contact avec lui. Il fait tout, tout seul, et vous, vous réparez les pneus du vélo. Les réunions de direction ressemblaient à un long monologue sans aucun échange », raconte-t-elle.

Pour avoir attiré l'attention du conseil d'administration, par courrier, sur les « risques financiers encourus par l'association du fait de la mauvaise gestion du directeur général », Florence Turounet sera brusquement mise à pied. Et n'obtiendra jamais de réponse. Questionné par Mediacités sur cette alerte et la sanction qui a suivi, le président du conseil d'administration Marc Noailly élude : « Le respect des personnes et la déontologie de l'association ne m'autorise pas à donner des informations ou des appréciations à caractère personnel. »

Comme Florence Turounet, plusieurs salariés ont dénoncé l'inaction du conseil d'administration, qui conserve sa confiance à Jean-François Ploquin. « Un système pareil ne tient pas tout seul », estime un des piliers de l'association, en arrêt maladie depuis plusieurs mois. Lui s'interroge sur les « responsabilités » des administrateurs. « Les salariés de Forum sont en panne de moyens pour faire bouger la direction, confirme une ex-salariée partie il y a quelques semaines (en bons termes, elle, avec son ancien employeur). Je suis pourtant passée par d'autres associations où j'ai vu, en temps de crise, des salariés en capacité de questionner le fonctionnement sans que leur parole soit décrédibilisée. »

Auprès de Mediacités, Marc Noailly affirme que « les ressources humaines et le travail des équipes ont été largement abordés notamment lors de notre dernière réunion en présence des nouveaux représentants élus du personnel et du CSE ». De fait, selon nos informations, une rencontre a bien eu lieu, à la fin du mois de juin, avec les organisations syndicales afin

d'évoquer l'état de santé des salariés. Selon l'une de nos sources, « c'était la première fois depuis 2015 ».

Après la publication en février de [notre précédente enquête](#) qui levait le voile sur la situation sociale de l'association, le directeur général Jean-François Ploquin a demandé à rencontrer Nicolas Barriquand, rédacteur en chef de Mediacités Lyon. L'entretien s'est déroulé à Villeurbanne, dans les locaux de Forum réfugiés-Cosi et en présence de Marc Noailly, président du conseil d'administration de Forum réfugiés. Il a duré près d'une heure et demie. Nos deux interlocuteurs voulaient comprendre comment nous travaillions et pourquoi notre journal s'acharnerait, selon leur perception, sur leur association.

Mediacités ne s'acharne pourtant sur personne. Ni à l'encontre de Forum réfugiés ni à l'encontre d'aucune autre structure. Cette association fondée en 1982 à Lyon est devenue en quarante ans un acteur incontournable de l'aide d'urgence aux demandeurs d'asile, ainsi qu'un interlocuteur et un prestataire de l'État et des collectivités puisqu'elle gère diverses structures, notamment des Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). Bref, une institution, forte de plus de 500 salariés et implantée dans plusieurs régions françaises.

C'est à ce titre que Mediacités enquête sur Forum réfugiés. Ni plus ni moins. Dans [notre manifeste fondateur](#), nous annonçons que notre journal enquêterait sur les pouvoirs politiques, économiques mais aussi sociaux. « Nous croyons que les acteurs de la vie économique locale (entreprises, syndicats, chambres consulaires...) ont des responsabilités sociales et environnementales », écrivions-nous encore. Cela vaut pour une association comme Forum réfugiés.

Pour en revenir à notre rendez-vous avec Jean-François Ploquin et Marc Noailly, quelques jours auparavant, le directeur de l'association avait adressé un mail à tous les membres de la « communauté de travail » de Forum réfugiés pour critiquer « le travail partial et très négatif » de Mediacités. « Cet article relève d'une stratégie de déstabilisation, et on ne peut que déplorer que des éléments internes aient pu sortir de notre association », écrivait Jean-François Ploquin.

Ce mail, que nous nous étions procuré, a été mentionné par Nicolas Barriquand au cours de la rencontre. Visiblement contrarié de voir cet échange confidentiel (mais envoyé à plusieurs centaines de personnes) atterrir sur le bureau d'un journaliste, Jean-François Ploquin s'est empressé de convoquer les salariés ayant transféré ce courriel sur leur boîte mail personnelle ou à des personnes extérieures. « Comment s'étonner que la direction ait demandé à ces personnes de s'exprimer sur ce manquement ? », réagit le directeur général quand nous l'interrogeons sur cet épisode. Et d'ajouter : « Les entretiens [avec les salariés ayant transféré le mail], exempts de toute perspective explicite ou implicite de sanction, ont permis aux personnes concernées de reconnaître leur erreur. » En interne, d'aucuns ont vécu cette volonté de traquer les sources de Mediacités comme une « chasse aux sorcières »...

---

Pour le présent article, Jean-François Ploquin, le directeur général de Forum réfugiés, et Marc Noailly, président du conseil d'administration, ont choisi de répondre à nos questions par mail. Nous reproduisons ci-dessous *in extenso* les réponses de Jean-François Ploquin, en apportant toutefois la précision que les informations en notre possession contredisent le passage (en page 1) dans lequel il affirme que « [l'enquête] indique que la majorité des

personnes évoquent une satisfaction dans leurs relations professionnelles avec le directeur général et leurs collègues ».

Nous avons également sollicité la Direction générale des étrangers en France, l'État étant le principal donneur d'ordres de Forum réfugiés à qui il confie la gestion de Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). Cette administration nous a indiqué qu'elle ne souhaitait pas répondre à nos questions.



association loi 1901, fondée en 1982, reconnue d'intérêt général,  
dotée du statut consultatif auprès de l'ONU, membre du conseil  
européen pour les réfugiés et exilés

À l'attention de Mme Feriel ALOUTI, journaliste

Madame,

Suite à votre message, dont j'ai pris connaissance, je vous prie de trouver ci-dessous mes éléments de réponse en tant que directeur général de l'Association Forum réfugiés.

Cordialement,  
Jean-François PLOQUIN

---

Questions :

*Depuis plusieurs années, des audits décrivent une situation préoccupante de l'association (turn-over, absentéisme, démissions en cascade). Dans un précédent article nous faisons notamment état d'un audit du cabinet Secafi de 2020. Dernièrement, la direction a diligenté une enquête interne suite à deux témoignages de salariées du siège exposant des faits pouvant être caractérisés de harcèlement moral. Comment l'expliquez-vous ? Pour quelles raisons ce genre de comportement est-il susceptible de se développer au sein de Forum réfugiés ?*

Dès lors que le terme « harcèlement moral » est prononcé, à tort ou à raison, la direction doit diligenter une enquête, ce qui a été fait aussitôt. Conduisant une enquête externe et impartiale, un cabinet indépendant a entendu une vingtaine de personnes qui ont pu s'exprimer en toute liberté. L'enquête prend soin de rappeler le caractère subjectif de ce qui a été perçu. Elle indique que la majorité des personnes évoquent une satisfaction dans leurs relations professionnelles avec le directeur général et leurs collègues. D'autres évoquent un manque de soutien managérial, des frustrations dans l'organisation du travail, ou des comportements « perçus comme hostiles ». Le terme de harcèlement moral n'est pas repris. Les enjeux portent sur la prévention des risques psychosociaux, dans un contexte de mise en tension du secteur.

*Un des témoignages vous concerne. Pensez-vous avoir eu par le passé des comportements problématiques vis-à-vis des salariés du siège avec lesquels vous travaillez ?*

Le témoignage est postérieur au départ de la personne. Il n'a été précédé d'aucune alerte. Cela n'a pas permis un échange avec la personne, ce que je regrette.



---

Forum réfugiés : 28 rue de la Baisse | CS 71054 | 69612 Villeurbanne Cedex | T. 33(0)4 78 03 74 45  
F. 33 (0)4 78 03 28 74 | [direction@forumrefugies.org](mailto:direction@forumrefugies.org) | Siren 326 922 879 | Nous localiser : [forumrefugies.org](http://forumrefugies.org)  
Forum réfugiés est présent dans plus de 15 départements en France dans les régions Auvergne- Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dispose d'un bureau de représentation à Paris et d'un bureau à Niamey (Niger).





association loi 1901, fondée en 1982, reconnue d'intérêt général, dotée du statut consultatif auprès de l'ONU, membre du conseil européen pour les réfugiés et exilés

*Quelles conséquences avez-vous tiré suite à ce témoignage (remise en cause de votre management, possible démission, réorganisation de la direction, etc.) ?*

La confiance renouvelée du Conseil d'administration et des proches collaborateurs a été déterminante. Elle n'empêche pas le fait de se remettre en cause, qui est un devoir de tout manager.

*L'enquête interne est désormais terminée. Elle pointe des comportements hostiles au sein de la direction. Que comptez-vous faire ? Des changements au sein de l'organisation du siège sont-ils envisagés ?*

L'enquête pointe des « comportements perçus comme hostiles ». En tout état de cause de tels comportements ne sont jamais acceptables. Des modifications ont déjà été apportées à l'organisation. D'autres sont en préparation, dont nous laissons la primeur de l'annonce aux instances de l'association.

*Cette enquête a par ailleurs enclenché une expertise pour risque grave de l'association. Qu'en pensez-vous ?*

Cette expertise a été engagée à la demande du CSE, par le vote de quatre voix sur sept, sur un total de dix élus. La direction prendra connaissance du contenu de l'expertise.

*Vous évoquez souvent les difficultés du secteur pour répondre aux critiques émises par les salariés. L'état du climat social chez Forum réfugiés est-il, selon vous, imputable uniquement à des raisons conjoncturelles ou bien, en partie aussi, à des problèmes structurels ?*

Il est notoire que les difficultés de la période (crise sanitaire, niveaux de rémunération, évolution du rapport au travail et à l'emploi) impactent l'ensemble des branches professionnelles. Le secteur social et médico-social dans son ensemble n'y échappe pas (Cf. les négociations autour du « Ségur »). Forum réfugiés ne saurait s'abstraire de ce contexte. L'association, à l'image d'un secteur qui a vu le nombre de ses publics bénéficiaires multiplié par quatre en une décennie, a vu ses effectifs croître en proportion, générant ce qu'on peut qualifier de « crise de croissance », qui traduit aussi la reconnaissance par les pouvoirs publics de la qualité du travail réalisé par les équipes. La direction de l'association, sous le regard attentif des instances de gouvernance de celle-ci, s'est attachée à adapter l'organisation à cette évolution : le processus se poursuit.

*Plusieurs salariés et anciens salariés avec lesquels nous avons échangé depuis notre précédent article sur Forum réfugiés évoquent un climat social délétère au sein du siège. Qu'en pensez-vous ?*

Le terme « siège » décrit mal une réalité composite qui regroupe à la fois la direction générale, les fonctions supports, des directions et services opérationnels, des services ressources, si bien qu'une appréciation générale n'a pas de sens. Il y a beaucoup de bonne humeur au « siège », avec des personnes qui ont le sourire aux lèvres, qui ont plaisir à se retrouver durant les temps de réunion, de pause ou après le travail. Je vous suggère de



**Forum réfugiés** : 28 rue de la Baisse | CS 71054 | 69612 Villeurbanne Cedex | T. 33(0)4 78 03 74 45  
F. 33 (0)4 78 03 28 74 | [direction@forumrefugies.org](mailto:direction@forumrefugies.org) | Siren 326 922 879 | Nous localiser : [forumrefugies.org](http://forumrefugies.org)

Forum réfugiés est présent dans plus de 15 départements en France dans les régions Auvergne- Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dispose d'un bureau de représentation à Paris et d'un bureau à Niamey (Niger).



association loi 1901, fondée en 1982, reconnue d'intérêt  
général, dotée du statut consultatif auprès de l'ONU,  
membre du conseil européen pour les réfugiés et exilés

recueillir également l'avis des personnes qui sont heureuses d'y travailler, et ce depuis des années. Si vous aviez pu assister à la Journée mondiale des réfugiés organisée par Forum réfugiés le 20 juin à Lyon et à Villeurbanne, vous auriez eu en direct la réponse à votre question, *in situ* : de nombreux salariés du siège se sont spontanément investis dans la préparation d'un temps festif et joyeux. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, aussi, des insatisfactions et des situations ponctuellement tendues entre collègues, mais existe-t-il un lieu de travail qui en soit indemne ?

*Depuis 2012, trois salariées ayant occupé le poste d'assistante de direction sont passées par la médecine du travail (surmenage lié au travail). Certaines ont dû quitter leur fonction pour inaptitude. Comme l'expliquez-vous ? Quelle est votre part de responsabilité dans ces départs ?*

Depuis 2009, deux salariées se sont trouvées, dans des contextes très différents, dans cette situation. Je m'abstiendrai de tout commentaire sur des informations relatives à la santé des salariés.

*Selon nos informations, les salariés ayant transféré sur leur boîte mail personnelle le mail que vous avez envoyé à l'ensemble des équipes - celui que Nicolas Barriquand a cité lors de votre rencontre en mars dernier - ont été convoqués par la direction. Certains y ont perçu une méthode d'intimidation. Qu'en pensez-vous ?*

Vous avez raison de parler de perception. Les entretiens auront permis de l'ôter. Quelques salariés ont en effet transféré (y compris à des tiers extérieurs) un message du président de l'association et/ou de la direction, malgré l'indication explicite de la confidentialité du courriel. Comment s'étonner que la direction ait demandé à ces personnes de s'exprimer sur ce manquement ? Les entretiens, exempts de toute perspective explicite ou implicite de sanction, ont permis aux personnes concernées de reconnaître leur erreur, et surtout, de réaffirmer ensemble les valeurs de l'association, parmi lesquelles la confiance entre collaborateurs.

*En 2013, Florence Turounet a été mise à pied après avoir adressé un courrier au conseil d'administration dans lequel elle évoquait des "pertes financières" et une "mauvaise gestion" de votre part. Pourquoi avoir procédé ainsi ?*

S'agissant de ce fait ancien : le courrier ayant été adressé aux membres du Bureau de l'Association, les décisions ont été prises à ce niveau.



Forum réfugiés : 28 rue de la Baisse | CS 71054 | 69612 Villeurbanne Cedex | T. 33(0)4 78 03 74 45  
F. 33 (0)4 78 03 28 74 | [direction@forumrefugies.org](mailto:direction@forumrefugies.org) | Siren 326 922 879 | Nous localiser : [forumrefugies.org](http://forumrefugies.org)

Forum réfugiés est présent dans plus de 15 départements en France dans les régions Auvergne- Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dispose d'un bureau de représentation à Paris et d'un bureau à Niamey (Niger).



association loi 1901, fondée en 1982, reconnue d'intérêt  
général, dotée du statut consultatif auprès de l'ONU,  
membre du conseil européen pour les réfugiés et exilés

**De :** Ferial Alouti [mailto:██████████] **Envoyé :** jeudi 30 juin 2022 09:15  
**À :** PLOQUIN Jean-François (DG) <██████████>  
**Objet :** Questions concernant article de Mediacités

Bonjour M. Ploquin,  
Je me permets de vous contacter concernant un nouvel article en préparation sur Forum réfugiés. Depuis la publication de notre enquête, nous avons eu connaissance de nouvelles informations qui nous ont amenées à poursuivre notre travail.  
C'est pourquoi, je vous envoie une série de questions. Je vous propose, au choix, d'y répondre par mail ou par téléphone, d'y répondre par mail et d'effectuer, si nécessaire, des précisions par téléphone. Si vous le souhaitez, il est également possible de rencontrer un membre de la rédaction à Lyon.  
Notre délai est fixé à lundi soir.  
Bien à vous,

**Ferial Alouti - Journaliste**  
+33 6 ██████████  
[@FerialAlouti](mailto:@FerialAlouti)  
Carte de presse n°120 300



**Forum réfugiés :** 28 rue de la Baisse | CS 71054 | 69612 Villeurbanne Cedex | T. 33(0)4 78 03 74 45  
F. 33 (0)4 78 03 28 74 | [direction@forumrefugies.org](mailto:direction@forumrefugies.org) | Siren 326 922 879 | Nous localiser :  
[forumrefugies.org](http://forumrefugies.org)

Forum réfugiés est présent dans plus de 15 départements en France dans les régions  
Auvergne- Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur et  
dispose d'un bureau de représentation à Paris et d'un bureau à Niamey (Niger).